

Déclaration de la FNIC-CGT

CEF du 10 avril 2018

Le vendredi 30 mars, comme chaque année depuis 1976, les Palestiniens commémoraient la « Journée de la Terre ». Un comité regroupant l'ensemble des partis politiques palestiniens a décidé d'organiser à cette occasion une marche pacifique, « la grande marche pour le retour » vers les terres confisquées par Israël. Cette marche devait rejoindre les tentes installées au bord de la zone « tampon » entre Israël et Gaza. Cette marche était destinée à réclamer de nouveau l'arrêt des colonisations illégales et la restitution des terres confisquées aux Palestiniens.

Une fois de plus, le gouvernement fasciste d'Israël n'entendait pas laisser le peuple palestinien s'exprimer librement. Dès la veille de la marche, il avait annoncé que des snipers seraient en place avec l'ordre de tirer à balles réelles.

Cette marche qui se voulait pacifique s'est donc terminée dans l'horreur : 18 personnes ont été tuées et plus de 1400 autres blessées, dont plusieurs dizaines dans un état critique. Quelques jours plus tard, l'armée israélienne a récidivé en assassinant 6 autres personnes.

Une fois de plus, le gouvernement israélien a montré son vrai visage : celui d'un gouvernement raciste et fasciste qui n'a comme ambition que la disparition pure et simple du peuple palestinien. Il fait subir aux habitants de Gaza, depuis plus de 10 ans, un blocus inhumain dans l'indifférence quasi générale de la communauté internationale.

Les 18 morts et les 1400 blessés du 30 mars s'ajoutent aux plus de 3500 morts des interventions militaires israéliennes de 2008, 2012 et 2014.

Ces morts s'ajoutent à la très longue liste des prisonniers politiques hommes, femmes, enfants qui croupissent dans les geôles israéliennes, certains depuis des dizaines d'années. Dernière condamna-

tion emblématique, celle de Ahed Tamimi, jeune palestinienne de 16 ans emprisonnée pour une gifle sur un soldat israélien. Autre scandale, la détention arbitraire de Salah Hamouri, avocat franco-palestinien, détenu arbitrairement depuis plus de 200 jours, là aussi dans un silence complice de l'Etat Français.

Jusqu'à quand va-t-on regarder Israël massacrer impunément sans réagir ? Jusqu'à quand la France et l'Europe vont-elles se taire ? Jusqu'à quand l'ONU va-t-elle accepter que ses résolutions soient foulées aux pieds ?

La FNIC CGT condamne fermement ce nouveau massacre commandé par le gouvernement Israélien et l'emprisonnement arbitraire des Palestiniens qui se battent pour leur liberté.

La FNIC CGT se déclare pleinement solidaire des travailleur-e-s et des populations de tous les territoires occupés.

La FNIC CGT exige que des mesures d'urgence soient prises pour protéger le peuple palestinien, que le blocus de Gaza soit immédiatement levé, que les prisonniers politiques soient tous libérés et que des sanctions soient appliquées contre le pouvoir israélien.

LA FNIC CGT LANCE UN APPEL POUR REJOINDRE LA CAMPAGNE BOYCOTT-DÉSINVESTISSEMENT-SANCTION (BDS) POUR OBLIGER L'ETAT D'ISRAËL À RESPECTER LE DROIT INTERNATIONAL ET À RECONNAÎTRE LA PALESTINE DANS SES FRONTIÈRES DE 1967.